

Le Burundi dispose désormais d'une politique nationale de protection sociale

@rib News, 20/07/2012 â€“ Source XinhuaLe gouvernement du Burundi a annoncé vendredi, à l'occasion du 50 me anniversaire de l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS), qu'il dispose d'une politique nationale de protection sociale qui vient s'ajouter aux mesures destinées aux couches les plus défavorisées de la population."Le gouvernement vient d'adopter une politique nationale de protection sociale qui a pour objectif général une couverture de protection sociale convenable pour tous (...) qui tient compte des réalités socio-économiques des populations concernées", a annoncé le premier vice-président de la République, Térence Sinunguruz .

Il a indiqué que cette politique transparaît à travers six principes directeurs, à savoir la solidarité, la responsabilité individuelle, la gouvernance démocratique, la transparence, la participation de tout citoyen et l'Etat régulateur du système.La solidarité se traduit par la mutualisation des risques sociaux à travers des mécanismes d'assurance solidaire ou de sécurité sociale en tenant compte des capacités de chaque catégorie sociale dans la fixation des contributions au système de protection sociale.La responsabilité individuelle quant à elle se traduit par la participation de chaque citoyen à travers des taxes ou des impôts ou par la formule des cotisations sociales.La gouvernance démocratique concerne celle des structures déjà mises en place et d'autres qui le seront à travers la représentation des partenaires sociaux dans les organes d orientation et de gestion.En tout cela, l'Etat régulateur du système devra veiller à contribuer pour les catégories sociales dépourvues de ressources par la création d'un fonds de soutien à la protection sociale.Le premier vice-président de la République a exhorté tous les intervenants dans cette politique de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que sa mise en œuvre soit effective rapidement."Je profite de cette opportunité pour demander à tous les organes de gestion des institutions de sécurité sociale déjà en place, d'ouvrir leur législation aux catégories non encore couvertes", a ajouté Térence Sinungurunza qui a demandé à l'INSS, doyen des institutions de sécurité sociale du pays "d'être le porte-flambeau de cette politique".Aujourd'hui, seuls 3,6% de la population burundaise bénéficie de la protection sociale.Les trois autres mesures déjà prises destinées aux couches les plus défavorables datent de 2005 et concernent la gratuité de l'enseignement de base des enfants dans les écoles primaires, la prise en charge des soins médicaux dispensés dans les structures de santé publiques en faveur des enfants de moins de 5 ans et celle des soins médicaux dispensés dans les structures de santé publiques en faveur des femmes enceintes et de celles qui accouchent.